

Chapitre premier : Dispositions générales

Le Ministre des Transports,

Vu le décret n° 2-61-161 du 7 safar 1382 (10 juillet 1962) portant réglementation de l'aéronautique civile, tel qu'il a été modifié et complété ;

Sur proposition du directeur de l'aéronautique civile,

Arrête :

Chapitre premier : Dispositions générales

Article Premier : Terminologie.

Pour l'application du présent arrêté, les termes ci-dessous sont employés avec les définitions suivantes:

Personnel aéronautique technique : ensemble des titulaires d'une des licences prévues par le présent arrêté.

Licence : diplôme sanctionnant les capacités requises pour avoir le droit pour une période déterminée d'exercer certaines fonctions définies.

Qualification : mention qui, portée sur une licence, ouvre à son titulaire certaines modalités d'exercice des privilèges afférents à cette licence.

Instruction homologuée : cours ou stage d'instruction conforme à un programme déterminé, donné par un personnel qualifié, l'un et l'autre agréés par le ministre des transports.

Instructeur : titulaire d'une licence assortie d'une qualification conférant le droit à son détenteur de donner ou diriger la formation, l'entraînement et les contrôles correspondants à ladite licence.

Examineur : personne désignée par le ministre des transports pour faire subir aux candidats, l'une ou plusieurs des épreuves théoriques ou pratiques prévues par le présent arrêté.

Stagiaire : détenteur d'une carte de stagiaire inscrit par un instructeur qualifié ou par un exploitant comme élève en vue de recevoir sous le contrôle ou la direction d'un instructeur, l'instruction théorique et pratique nécessaire pour l'obtention d'une licence ou qualification.

Membre d'équipage de conduite : titulaire d'une licence et des qualifications nécessaires, chargé de fonctions essentielles à la conduite d'un aéronef pendant le temps de vol.

Commandant de bord : pilote responsable de la conduite et de la sécurité de l'aéronef pendant le temps de vol.

Copilote : pilote assistant du commandant de bord, exerçant toutes les fonctions de pilote autres que celles de commandant de bord et ceci non dans le but de recevoir une instruction en vol.

Double commande : instruction en vol donnée par un instructeur à un élève titulaire d'une licence ou d'une carte de stagiaire.

Type d'aéronef : ensemble des aéronefs offrant des caractéristiques fondamentales identiques, que seules suppriment des modifications entraînant un changement dans les caractéristiques de manœuvre ou de vol.

Avion : catégorie d'aéronef comprenant les avions terrestres et les hydravions.

Temps de vol pour un navigant : total du temps décompté depuis le moment où l'aéronef commence à se déplacer par ses propres moyens en vue de gagner l'aire de décollage jusqu'au moment où il s'immobilise à la fin du vol.

Temps aux instruments au sol : temps pendant lequel un pilote effectue au sol, sous contrôle, un vol fictif aux instruments sur un dispositif d'un type homologué.

Temps de vol aux instruments : temps pendant lequel l'aéronef est piloté uniquement aux instruments sans aucune référence visuelle extérieure.

Nuit : heures comprises entre la fin du crépuscule civil et le début de l'aube civile.

Temps de vol seul à bord : temps de vol pendant lequel le pilote est le seul occupant de l'aéronef.

Validation : reconnaissance de validité d'une licence ou qualification étrangère permettant à son détenteur de l'utiliser à bord des aéronefs immatriculés au Maroc.

Article 2 : Les différentes licences et qualifications du personnel aéronautique technique prévues par le présent arrêté sont les suivantes :

2.1. - licences et qualifications des pilotes.

a) Licences :

- licence de pilote privé - avion ;
- licence de pilote professionnel - avion ;
- licence de pilote de ligne ;
- licence de pilote privé - hélicoptère ;
- licence de pilote professionnel - hélicoptère ;
- licence de pilote de planeur.

b) Qualifications :

- qualification de type d'aéronef ;
- qualification de radiotéléphonie ;
- qualification de vol aux instruments (IFR) ;
- qualification de vol rasant ;
- qualification de voltige aérienne ;
- qualification d'instructeur de vol.

2.2. - Licences des membres d'équipage de conduite autres que les licences des pilotes :

- licence de navigateur ;
- licence de mécanicien navigant.

2.3. - Licences et qualifications du personnel autre que les membres d'équipage de conduite :

a) Licences :

- licence de mécanicien d'entretien d'aéronef ;
- licence d'agent technique d'exploitation ;
- licence de contrôleur de la circulation aérienne.

b) Qualifications de contrôleur de la circulation aérienne :

- qualification de contrôle d'aérodrome ;
- qualification de contrôle d'approche ;
- qualification de contrôle régional.

2.4. - Parachutisme :

a) Licence de parachutiste ;

b) Qualification d'instructeur de parachutisme.

Les modèles des licences visées au présent arrêté, qui resteront dans la mesure du possible conformes aux standards de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) contenus dans l'annexe I à la Convention Internationale de Chicago sont spécifiés au chapitre VI du présent arrêté.

Article 3 : Certificat d'aptitude physique et mentale.

L'obtention et le renouvellement des cartes de stagiaires, des licences et des qualifications énumérées à l'article 2 ci-dessus, sont subordonnés à la présentation dans les cas prévus par le présent arrêté, d'un certificat d'aptitude physique et mentale.

Ce certificat, délivré dans les conditions fixées au chapitre VII du présent arrêté, atteste que le requérant satisfait aux conditions médicales définies pour chacun des cas dans l'annexe au présent arrêté.

La durée de validité de ce certificat doit être conforme aux dispositions de l'article 7.

Article 4 : Programme et épreuves d'examens.

Les programmes ainsi que les épreuves théoriques et pratiques des différents examens prévus pour la délivrance ou le renouvellement des licences ou qualifications visées par le présent arrêté sont fixés par un arrêté autonome du ministre des transports.

Les candidats à une licence de membre d'équipage de conduite ou à une licence de parachutiste ne sont admis à subir les épreuves pratiques en vol qu'après avoir obtenu le certificat d'aptitude aux épreuves théoriques et aux épreuves pratiques au sol lorsqu'elles sont exigées, et accompli le nombre d'heures de vol exigées pour la dite licence ou qualification. Ils doivent en outre être présentés par un instructeur qui certifie qu'ils possèdent le niveau de la licence ou de la qualification recherchée.

Ils peuvent se présenter aux examens théoriques et aux épreuves pratiques au sol avant d'avoir satisfait aux conditions relatives à l'expérience notamment en ce qui concerne le nombre d'heures de vol correspondant à la licence considérée.

La validité du certificat d'aptitude aux épreuves théoriques est fixée à 3 ans pour la licence de pilote de ligne et 12 mois pour les autres licences, sauf dérogations particulières accordées par le directeur de l'aéronautique civile sur proposition de la commission d'examens concernée.

Deux échecs successifs pendant cette période aux épreuves pratiques en vol annulent l'admissibilité aux épreuves théoriques.

Les candidats ne sont admis à subir les épreuves pratiques en vol qu'après avoir accompli le nombre d'heures de vol exigées et obtenu le certificat en état de validité correspondant à la licence ou qualification envisagée.

Dans tous les cas, l'entraînement en vol ne peut être entrepris avant l'âge prescrit, et les licences ne sont délivrées qu'au moment où les candidats remplissent l'ensemble des conditions fixées pour chacun de ces titres par le présent arrêté.

Article 5 : Commission d'examens.

5.1. - Les épreuves théoriques et pratiques au sol lorsqu'elles sont exigées, sont subies devant des commissions d'examens définies par arrêté pour chacun des examens prévus pour l'obtention d'une des licences ou qualifications.

5.2. - Chaque commission arrête les sujets des épreuves et note les candidats.

5.3. - Les épreuves en vol sont passées sur les avions dont le choix est approuvé par la commission intéressée et en présence d'un examinateur désigné par cette commission et qui doit remettre un rapport sur ces épreuves.

5.4. - Chaque commission adresse au directeur de l'aéronautique civile ses conclusions sur l'ensemble des épreuves subies par chaque candidat.

5.5. - En cas de fraude au cours d'examens théoriques ou pratiques, les sanctions suivantes peuvent être prises :

- a) exclusion, par décision de la commission, de la session d'examens en cours ;
- b) interdiction de se présenter à une ou plusieurs sessions d'examens de même ordre par décision du directeur de l'aéronautique civile sur proposition de la commission.

Article 6 : Délivrance de licences ou qualifications.

Après étude des conclusions de la commission d'examens et des résultats de l'examen médical, le directeur de l'aéronautique civile délivre la licence ou qualification, lorsqu'il estime que le candidat a rempli toutes les conditions fixées par le présent arrêté.

Article 7 : Validité des licences et qualifications.

Les licences ou qualifications peuvent être délivrées ou renouvelées si leurs titulaires :

a) produisent un certificat d'aptitude physique et mentale délivré, dans les trente jours précédant la demande de délivrance ou de renouvellement de la licence ou qualification, selon les conditions prévues au chapitre VII du présent arrêté aux intervalles de :

- 24 mois pour les licences de :

- * pilote de planeur ;
- * pilote privé
- * avion ; pilote privé
- * hélicoptère ;
- * contrôleur de la circulation aérienne.

- 12 mois pour les licences de :

- * pilote professionnel - avion ;
- * pilote de ligne - avion ;
- * pilote professionnel - hélicoptère ;
- * navigateur ;
- * mécanicien navigant ;
- * parachutiste.

b) continuent à posséder la compétence technique exigée et en fassent la preuve devant les services habilités dans les conditions prévues par le présent arrêté.

Le titulaire d'une licence de pilote qui a atteint l'âge de 60 ans n'est pas autorisé à remplir les fonctions de pilote commandant de bord d'un aéronef qui assure des services de transport aérien ou de travail aérien contre rémunération ou en vertu d'un contrat de location.

Néanmoins une dérogation pourrait être accordée par le directeur de l'aéronautique civile aux pilotes ayant atteint l'âge de 60 ans pour exercer les fonctions de copilote d'aéronefs assurant des services de transport aérien commercial.

Article 8 : Déficience physique ou mentale du titulaire d'une licence ou qualification.

8.1. - Le titulaire d'une licence ou qualification doit s'abstenir d'exercer les privilèges de sa licence ou de sa qualification pendant toute la période où il ressent une déficience physique ou mentale quelconque qui serait de nature à le mettre dans l'incapacité de satisfaire aux conditions d'aptitude exigées pour la délivrance ou le renouvellement de sa licence ou qualification.

8.2. - Si un pilote commandant de bord a connaissance d'une telle déficience chez un des membres du personnel de conduite placés sous son autorité, il doit l'empêcher d'exercer les privilèges de sa licence ou qualification, tant que l'intéressé souffre de cette déficience.

8.3. - Lorsque le directeur de l'aéronautique civile a connaissance qu'un navigant à l'intention de voler alors qu'il présente une déficience physique ou mentale manifeste, il doit s'y opposer et lui interdit tout vol jusqu'à ce qu'il ait satisfait à une consultation médicale appropriée effectuée à sa diligence, de préférence par un centre médical agréé et, en tout état de cause, pour une durée maximale de vingt-quatre heures.

8.4. - Par déficience physique ou mentale, on entend les effets ou conséquences de tout accident ou incident, maladie, lésion, boisson alcoolique, substance pharmacodynamique, tant

que ces effets ou conséquences apparaissent susceptibles de rendre l'intéressé incapable de satisfaire parfaitement aux conditions exigées pour la délivrance ou le renouvellement de la licence ou qualification correspondante.

8.5. - Un titulaire d'une licence ou qualification ne peut reprendre ses activités qu'après avoir satisfait à un examen médical à la suite :- d'un accouchement ou d'une interruption de grossesse ;

- d'une intervention chirurgicale ;
- d'une incapacité de travail d'au moins trente jours ;
- d'une action illicite menée contre un aéronef et dont il a été victime ;
- d'un accident aérien dans lequel il a été impliqué.

Article 9 : Equivalence et validation de licences.

9.1. - Conversion des licences étrangères.

Les marocains titulaires de licences étrangères délivrées par les Etats qui exigent des conditions de délivrance au moins équivalentes à celles fixées par la réglementation internationale en vigueur peuvent obtenir par équivalence des licences marocaines correspondantes selon des conditions fixées par le directeur de l'aéronautique civile.

9.2. - Conversion des titres militaires

Les marocains titulaires de titres aéronautiques militaires marocains de pilote avion ou hélicoptère peuvent obtenir dans des conditions fixées par le directeur de l'aéronautique civile des licences de pilote privé ou professionnel avion ou hélicoptère.

9.3. - Validation des licences étrangères.

Il pourra être reconnu selon des conditions fixées par le directeur de l'aéronautique civile, à une licence ou à une qualification délivrée à un ressortissant étranger par un autre Etat qui exige des conditions de délivrance au moins équivalentes à celles fixées par la réglementation internationale en vigueur, la même valeur qu'à l'une des licences ou qualification définies au présent arrêté, pour une période déterminée, qui ne pourra dépasser sa propre période de validité.